



La Commune



Les dernières heures de la Ve République

Dossier du mois

Nous sommes en train de vivre « la mort en direct » de la Vème République. Ce vieux régime issu d'un coup d'État militaire en 1958 et d'un coup de force institutionnel en 1962 fut décrié en 1964 par François Mitterrand comme le régime du « Coup d'État permanent ». En 1969, de Gaulle voulu imposer par référendum une réforme transformant le Sénat en une assemblée intégrant les syndicats à l'État et fut battu sur son propre terrain. Commença alors une lente agonie de ce « système » qui s'écroule en ce moment même.



Le dossier spécial que nous présentons ne revient pas sur l'histoire de la Vème République qui de tout temps a été le régime des affaires. Au sein du personnel politique lié à ce « système » a grandi une véritable voyoucratie qui n'a rien à envier aux républiques bananières. La corruption légale ou illégale est un ensemble de pratiques et de « coutumes » politiques qu'en période « calme », la population tolère. Mais lorsque la crise sociale est portée à incandescence, elle devient la « goutte d'eau » qui fait déborder le vase.

« La mort en direct »

La corruption en haut nourrit la radicalisation ¹ en bas, c'est-à-dire la prise de conscience de plus en plus aiguë des problèmes posés par la crise sociale. Elle agit dans le même temps comme un révélateur de la putréfaction du régime et de la crise politique.

La crise politique et même la crise du régime sont devenus des euphémismes et les formules du type « la Vème République à bout de souffle » deviennent des lieux communs.

Règlements de compte au sommet et « affaires » ne sont pas les seules manifestations de « la mort en direct » du régime né le 13 mai 1958, « par l'émeute ». Le déchaînement, plus qu'à l'accoutumée, de la violence policière confinant avec « l'affaire Theo », à la barbarie raciste brûlent les institutions au fer rouge. Amadou, mort pour avoir « tenu des propos incohérent dans la rue » en mars 2015, Adama, mort en juillet 2016 pour avoir résisté à une interpellation et Théo, violé, gazé et matraqué pour s'être trouvé au mauvais

endroit au mauvais moment. Les individus qui ont fait cela sont responsables de leurs actes. Mais aussi ceux qui, au gouvernement, ont laissé les chiens de garde monter sur la table.

Répression et crimes policiers de l'État

La répression implacable qui frappe de nombreux syndicalistes et simples manifestants est révélatrice de la peur-panique des gardiens de l'ordre bourgeois. Elle obéit à un durcissement de tout l'arsenal visant à régner par la peur, l'intimidation et la violence. Ce qui arrive lorsqu'un régime ne peut s'appuyer sur aucune adhésion populaire et qu'il doit se retrancher derrière les grilles de l'arbitraire, au moyen de l'état d'urgence, des lois de surveillance, des mesures administratives dépouillant les restes de pouvoir judiciaire. Au chapitre de ces mesures, les coups portés à la liberté d'expression au nom des « risques de trouble à l'ordre public » : interdiction de spectacles, de manifestations, délit d'outrage au drapeau français, attaques contre des affiches dans un local privé (celui du syndicat de la magistrature), tentatives d'interdire le burkini, atteintes aux libertés religieuses. L'avocat pénaliste William Bourdon confirme : « *En Europe, la France est aujourd'hui le pays qui s'est doté de « l'arsenal le plus répressif »* ².....

La crise des élections

Et maintenant, nous assistons à la crise de l'élection-clé : celle du roi au suffrage universel. Cette crise électorale découle de l'élimination en série de Hollande, Sarkozy, Juppé, Valls et, à présent, de Fillon (le canard à la tête coupée court encore). La chute de ces hommes d'État – dont quatre anciens Premiers ministres – s'inscrit dans le tournant que la mobilisation générale anti-loi El Khomri avait amorcé, il y a un an.

Le tour que prend la campagne, lui-même, illustre l'état de déliquescence des supposées « élites politiques ». Au moins deux candidats, gonflés à l'hélium médiatique, pensent que les gens sont des mouches prêtes à tout gober et qu'on peut attraper les mouches avec du vinaigre. Leurs meetings deviennent des shows, des « coups de com' ». Mélenchon et Macron tombent toujours plus bas cherchant à aguicher les passants, à se vendre sur « le marché des élections ».

Tous ces effets cachent mal l'angoisse qui saisit tous les bureaucrates politiques pris de vertige par la « mort en direct » de l'ancien régime. Tous sont en quête de mesures conservatoires de sauvegarde de la continuité de l'État.

« Candidature unique » et politique active de collaboration de classe

Dans ce tourbillon, tandis que le Capital financier, par la voix des médias qu'il contrôle, se porte sur Macron, une partie du PS et de la dite « gauche radicale » tentent de susciter une nouvelle Union de la gauche et en appellent à un grand accord Hamon-Mélenchon en vue des élections législatives qui suivront les présidentielles ou sans attendre à « une candidature unique de toute la gauche ».

Gérard Filoche est à la tête de ce « combat » pour la « candidature unique » et le PCF se projette dans les élections des députés. Un des arguments-clé en faveur de cette « option » réside dans l'opposition à la loi El Khomri qu'affichent Hamon et Mélenchon. Sur ce point précis, il est clair que ni Mélenchon, ni Hamon n'entendent abroger TOUTE la loi El Khomri. Hamon a clairement dit qu'il n'était pas question de balayer toutes les dispositions de cette loi scélérate. Quant à Mélenchon, il ne l'attaque que sous l'angle de la hiérarchie des normes (primauté des accords d'entreprise). Cela étant, prendre tout ou partie de leurs programmes respectifs comme critère de « soutien unitaire » est une façon de poser la question qui brouille les pistes. L'un et l'autre pourraient promettre la lune que cela ne changerait rien aux problèmes posés par la crise d'ensemble et par cette élection en particulier. Nous ne sommes pas des illusionnistes. En 1981, lorsque l'OCI avait appelé à voter Mitterrand dès le premier tour, elle ne vantait pas le programme et encore moins la personnalité de cet homme, elle ne faisait pas ses choux gras des envolées lyriques de Mitterrand pour « la rupture avec le capitalisme ». Elle appuyait tout simplement l'aspiration des travailleurs et des jeunes à « chasser Giscard », après 23 années de gouvernements bonapartistes. Ni plus, ni moins. Giscard concentrait alors (avec Chirac, son challenger) toute la politique capitaliste. La participation des classes populaires aux élections était massive. De nos jours, après 35 années de trahisons successives des dirigeants du PS et du PCF incluant les méfaits de Hamon et Mélenchon quand ils étaient ministres, les masses aspirent à une vraie rupture, se défient de toutes les sortes possibles de tentatives de replâtrage du « système ».

« Comptons d'abord sur nos propres forces »

Les illusionnistes et ceux qui veulent « gauchir », « rendre plus radical » les programmes « de gauche » risquent de payer cher leur commerce des illusions. Les plus subtils parmi les illusionnistes émettront l'hypothèse selon laquelle Hamon-Mélenchon pourraient aller plus loin qu'ils ne veulent aller dans la voie de la rupture avec l'Union Européenne. Pure spéculation ! Seule la vérité est révolutionnaire et, pour ce que nous en connaissons, elle commande de dire haut et clair que la politique de Hamon-Mélenchon est une politique active de collaboration de classe, une politique impérialiste, militariste, sous couleur de changer quelque chose pour que tout reste pareil. Cela, il s'agit de l'expliquer patiemment, sur la ligne des revendications, dans le combat pour un vrai travail, un vrai salaire et pour l'interdiction du travail précaire sous toutes ses formes. Nous ne pouvons pas faire fi de l'expérience que nous avons des « frondeurs » qui, pour préserver leur investiture aux prochaines élections législatives, n'ont pas osé voter la motion de censure contre la loi El Khomri en mai dernier. Nous n'allons pas faire mine d'oublier que Montebourg fut le ministre des licenciements productifs. Bien sûr, nous comprenons les illusions d'une partie (et d'une partie seulement) des salariés et des jeunes. Nous ne nous écrions pas : « ne votez pas Hamon ! » ou « ne votez pas Mélenchon ». Nous disons ce que disaient autrefois les Black Panthers : « comptons d'abord sur nos propres forces ». Nous disons ce que les pionniers du mouvement ouvrier international proclamaient : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs ». Nous n'avons qu'un seul pronostic à proposer : la « mort en direct » de la V^{ème} République, l'imbrication de la crise politique et de la crise sociale créent une situation révolutionnaire et provoquera la grève générale dans ce pays. Comme l'a noté un jour Stéphane Just³ : « un pronostic n'est pas un chèque en blanc que l'Histoire n'aurait plus qu'à honorer ». Ce n'est pas non plus un simple pari. C'est une orientation politique à partir d'un diagnostic. Nulle science exacte, ni « prophétie » mais une anticipation.

Comment naît une situation révolutionnaire ?

Qu'il nous soit permis de citer ici le texte « classique » de Lénine qui suit :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « l'a base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ».

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes « pacifiques », mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le « sommet » lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire . »⁴

Cheval borgne et poulain aveugle

Voilà ce qu'écrivait Lénine deux ans avant la grande révolution russe. Nous avons l'impression qu'il dépeint trait pour trait la situation révolutionnaire qui commence à se former en France. Gageons que nous ne sommes pas les seuls à entrevoir la perspective de la révolution. Les cercles dirigeants capitalistes et son personnel politique la voient se dessiner de plus en plus nettement. C'est dans l'air ! De prime abord, ils avaient misé sur Juppé, puis sur Fillon. Indépendamment des affaires dans lesquelles il se noie, Fillon a déclaré la guerre aux salariés et à la population avant d'être élu. Ce faisant, il a soufflé sur les braises de la radicalisation des masses, créant à froid une tension extrême qui a affolé Sarkozy lui-même. Maintenant, le grand Capital troque un cheval borgne contre un poulain aveugle, Macron. Macron n'a pas de programme et il applique à sa campagne la communication managériale musclée en entreprise, rameutant un public de chercheurs de fric et de combines à Mimille bouffis de haine ou de mépris amusé à l'égard des gens qui vivent du RSA et des salariés qui ne veulent pas faire des heures sup gratuites. Macron ne se prépare pas à devenir « l'homme providentiel » mais l'homme de paille du MEDEF, le porte-voix d'Alain Minc, le pantin désarticulé dont Laurent Berger tirera les ficelles « réformatrices »... s'il est élu.

Mailly-Martinez : de la trêve générale à...

En effet, dans les quelques semaines qui vont encore s'écouler avant le premier tour, d'autres rebondissements et changements brusques peuvent se produire. La trêve générale sur « le front des luttes » décrétée par Mailly et Martinez dès le 15 septembre dernier est de plus en plus fragile. L'appel à la grève des fédérations CGT FO SUD du secteur hospitalier le 7 mars est un sérieux coup de canif dans ce contrat. Reste que Mailly et Martinez en ont tout de même profité pour violer le principe d'indépendance des syndicats à l'égard des partis de la façon la plus éhontée qui soit. En effet, le 18 janvier, nous avons eu la stupeur de voir figurer les noms de ces secrétaires généraux CGT et FO dans la liste de signataires suivante : « **Jean-Baptiste Barfety**, fondateur de la Conférence Gambetta ; **Gabriel Colletis**, professeur de sciences économiques (Toulouse 1-Capitole) ; **Eric Coquerel**, Parti de gauche ; **Franck Dedieu**, délégué général République moderne ; **Jacques Généreux**, Parti de gauche ; **Gaëtan Gorce**, sénateur PS ; **Pierre Laurent**, secrétaire national PCF ; **Arnaud Montebourg**, candidat à la primaire de la gauche ; **Jean-Claude Mailly**, secrétaire national du syndicat FO ; **Philippe Martinez**, secrétaire national du syndicat CGT ; **Bernard Thibault**, ancien secrétaire national de la CGT. » Arnaud Montebourg était encore candidat primaire. Généreux-Coquerel sont les principaux affidés de Mélenchon. Mais c'est surtout la teneur de l'appel de ces signataires qui frappe : Sous couvert de « redonner la priorité à l'industrie » nous lisons : « *Changeons la place du travail et favorisons un nouvel entrepreneuriat dans l'économie et la société* » !!!!! Et : « *Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible .* » Et, comme si cela ne suffisait pas : « *De concert avec une organisation du travail fortement rénovée, de nouvelles formes de travail et d'entrepreneuriat devront être stimulées. L'innovation ouverte, l'externalisation ouverte, les tiers lieux, les « F ab L ab », les très jeunes entreprises devront être soutenus* ». ⁵ Comment des responsables de syndicats de salariés peuvent-ils pousser les travailleurs à devenir des « sous-traitants », des exploités non-salariés, des tous petits patrons spoliés ou des aventuriers du « business » tous soustraits au droit du travail ? Que veut dire « nouvelle forme de travail » ? Cela existe déjà : uberisation !

Un document scandaleux

Disons-le sans protocole : de tels leaders syndicaux règlent leur pas sur celui des Chérèque et des Laurent Berger ! Mailly, en particulier, rompt ici avec toute la tradition de Force ouvrière, celle d'un syndicalisme certes réformiste mais hostile à tous les « réformateurs ». Martinez que les médias et Valls voulaient présenter comme un quasi-bolchevik, un syndicaliste « radical » se montre sous le jour du pur technocrate. Au passage, la clique de Mélenchon montre une nouvelle fois que « l'insoumission », c'est le contraire du combat pour l'émancipation. C'est la posture « rebelle » mais dans le cadre bien établi une bonne fois pour toutes de l'ordre bourgeois. Et, en définitive, la collusion avec Montebourg, celui qui s'affichait comme un gaulliste « social ».

Les quatre M

L'appel de ces signataires s'inscrit dans le droit fil de l'Association Capital-Travail que De Gaulle voulait imposer, il inclut la négation du syndicalisme indépendant, fédéré et confédéré et le désir de supprimer la lutte des classes. Bien vaines prétentions !

Ces tractations se livrent dans le dos et contre toutes les structures et bases de la CGT et de FO, contre tout le corps militant de ces deux syndicats. Le jargon technocratique sert ici à crypter le message car il n'est pas fait pour être compris des syndicalistes, il est une supplique aux capitalistes et aux banquiers, non pas pour qu'ils « redonnent vie à la priorité à l'industrie » mais pour être « reconnus » par eux comme des interlocuteurs « valables » et « pertinents » du point de vue de « l'intérêt général bien compris » de la bourgeoisie.

Mélenchon, Montebourg, Mailly, Martinez – nous pourrions dire, les quatre M – tentent de confisquer l'outil syndical de résistance et de défense, de l'arracher des mains des syndicalistes et des salariés. Voilà ce que révèle, en filigrane, ce document scandaleux. Les événements ne manqueront pas de les rappeler à l'ordre et de leur flanquer un bon coup sur la tête.

L'orchestre du Titanic

En réalité, les « 4 M » sont complètement dépassés par les événements et ne voient pas l'issue. Ils ont une peur bleue de l'explosion sociale et cherchent désespérément à la conjurer. Et, tout comme les chroniqueurs patentés des médias, les haut-fonctionnaires, ils sont hantés par cette question « que va-t-il se passer ? ». Ils sont comme ce député LR, prenant en pleine face l'affaire Fillon, qui s'épanche : « nous sommes comme l'orchestre du Titanic » au moment du naufrage. L'orchestre continue à jouer pendant que l'impressionnant et insubmersible paquebot coule...

La situation est d'autant plus désespérée pour tous ces garants de « l'ordre social » qu'elle s'inscrit dans une trame internationale où, de Madrid à New York, de Londres à Bucarest, tous les systèmes politiques sont ébranlés sous le feu roulant de la crise d'ensemble.

Quelle issue ?

Nous l'avions dit : ces élections sont sans issue. L'issue réside, selon nous, dans une politique ouvrière qui commence par la satisfaction des revendications les plus urgentes et des besoins vitaux. Comment ? Par l'action unie, tous ensemble, jusqu'à satisfaction. Dès le 30 janvier, nous affirmions « *C'est dans le combat pour un **vrai travail, un vrai salaire, un vrai logement** que LR, FN, Macron seront battus. Dans la lutte. Pour les revendications vitales. Et, pas autre chose.*

*C'est dans le combat pour l'**INTERDICTION DU TRAVAIL PRECAIRE** (qui intègre l'abrogation de la loi El Khomri, de la loi «emploi-compétitivité» de 2013) qu'une vraie victoire est possible. A cet instant, c'est dans la lutte que les travailleurs hospitaliers et leurs organisations syndicales, cherchent à arracher l'arrêt de toutes les suppressions d'emplois et de lits, l'arrêt des fermetures de services et des fusions et, partant, l'abrogation des réformes Touraine-Bachelot . »⁶*

Comme nous le rappelions le 23 janvier : « *les travailleurs, les jeunes et la population pauvre ont besoin d'un nouveau parti, qui les représente vraiment, défende leurs intérêts et leurs conditions de vie à partir de leurs besoins immédiats, pour « un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit pour tous ». C'est-à-dire un parti de rupture avec la V^{ème} R épublique, l'Union européenne, les capitalistes, les banquiers et la haute bureaucratie (« technostructure »). Un parti dont la raison d'être est : en finir avec l'exploitation et l'oppression. Dans cette voie, les masses laborieuses ont besoin de syndicats renouant avec la lutte des classes, et n'ayant d'autre préoccupation que le triomphe des revendications vitales, la défense de « ce qu'on a » . Dans cette voie, l'intervention systématique pour des combats victorieux en faveur des salariés, des chômeurs, des jeunes, des retraités et de leur famille est une nécessité de fer. »⁷*

Seule la lutte a payé, seule la lutte paiera !

Comité de rédaction de La Commune, 7 février 2017

1. Le sens du mot « radicalisation » a été sciemment détourné. A l'origine, être radical signifie « aller à la racine des choses » ou « en profondeur » et la radicalisation signifiait le passage de l'indignation à la prise de conscience.

2. BOURDON (W.). -*Les dérives de l'état d'urgence*. Paris : Plon, 2017, p. 12.

3. Stéphane Just (1921-1997) : principal dirigeant de l'OCI avec Lambert, il dirige la revue La Vérité jusqu'en 1980. Exclu de l'OCI en 1984.

4. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500c.htm>

5. <http://filoche2017.fr/montebourg-martinez-generaux-redonnons-la-priorite-a-lindustrie>

6. <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/La-commune/Declarations/Le-point-de-rupture-i1578.html>

7. <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/La-commune/Lettre-d-infos-Chronique-Hebdo/Vous-etes-sur-la-pente-fatale-les-gars-i1577.html>

Modifié le lundi 13 février 2017

Voir aussi dans la catégorie **Dossiers**



Dossier La Commune de Paris 150e anniversaire

Notre journal La Commune propose à ses lecteurs deux dossiers consacrés au 150e anniversaire de la Commune de Paris : le premier, dans le numéro 127, retrace, à la lecture de La Guerre civile en... >>



Dossier santé

30 004 morts : le bilan du COVID-19 en France est le résultat de 40 ans d'attaques de l'hôpital public ! TOUS COUPABLES ET RESPONSABLES ! En France, la population paye un très lourd tribut humain,... >>



Le projet Macron de réforme des retraites en 10 questions-réponses

L'histoire de notre système de retraites par répartition, celle de sa casse, des « réformes » successives et des discours qui les accompagnent, est essentielle pour comprendre le projet Macron,... >>



Qu'est-ce que l'Union européenne ?



Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour «... »

Un VRAI travail Un VRAI salaire



Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... »



Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles - documentation - lettres d'information -... »
